



HAL
open science

Conforter la peur : le crayon, une arme contre la laïcisation (France, 1881-1914)

Julien Bouchet

► **To cite this version:**

Julien Bouchet. Conforter la peur : le crayon, une arme contre la laïcisation (France, 1881-1914). *Ridiculosa*, 2015, 22. halshs-04432068

HAL Id: halshs-04432068

<https://shs.hal.science/halshs-04432068>

Submitted on 5 Feb 2024

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution 4.0 International License

Le terme du XIXe siècle fut contemporain de l'enracinement de la République parlementaire et démocratique en France. Il fut aussi le temps de l'émergence de réelles contestations de ce modèle républicain à ambition progressiste et émancipatrice. La presse d'opinion et de satire a été observatrice et actrice d'un basculement caractérisé notamment par l'extension de la laïcisation à l'École et à l'Hôpital au début des années 1880 et 1900, deux institutions marquées par une forte présence des clergés depuis le retour des congrégations religieuses sous la Restauration monarchique. La laïcisation a provoqué de fortes résistances, en particulier chez les catholiques militants nommés sans vergogne les « cléricaux » par leurs opposants. Une analyse comparée d'un corpus iconographique fatalement hétérogène (publications nationales et locales, presse politique et cartes postales) laisse à voir des invariants et des recompositions dans la figuration de l'opposition au mouvement de sécularisation. Pour servir ce dessein, la peur fit office d'objet commode pour toucher les Français, vulgariser un message tranché et cristalliser des résistances confessionnelles et citoyennes. Plus qu'un état émotionnel, un sentiment, un affect, la peur est ici appréhendée comme une idée politique et un levier de pouvoir essentiel. Il convient par conséquent d'évaluer les enjeux de son usage discursif. Non seulement les caricatures font état d'angoisses mais elles cherchent quelquefois à en produire de nouvelles par le biais du rire d'effroi. En ce sens, elles ne sont pas tant un exutoire qu'un outil pour conforter la peur. Cet engagement par voie de crayon suscite une réponse du camp laïc qui cherche, lui aussi, à consolider ses propres peurs. Nonobstant l'empreinte laissée par plusieurs crises iconographiques, la fin du XIXe siècle correspond aux années d'une normalisation de la dissension civile en France : domine dorénavant l'exercice de la violence symbolique. Dans ce processus, le crayon voit en fait son impact majoré. L'étude de la poétique satirique apparaît donc comme un biais essentiel pour caractériser les voix dissonantes au triomphe de Marianne anticléricale.

Fabriquer l'ennemi

Les quatre premières décennies de la Troisième République manifestent un réel effort de construction d'un nouvel adversaire : le laïcisateur personnifié souvent par le liquidateur de congrégations religieuses. Cette entreprise figurative est vivement encouragée par la modernisation des médias (usage plus fréquent de la couleur dans les dessins de presse, production de caricatures de situation à lecture différenciée). Elle est rendue possible par la connaissance plus étendue de l'histoire de la République anticléricale, particulièrement sous l'effet de la diffusion d'une littérature peu onéreuse qui use au besoin des armes de l'iconographie. Cette fabrication de l'ennemi part néanmoins de références partagées par les producteurs et une partie du lectorat, qu'elles soient théologiques (Le Mal), littéraires (Caïn) ou bien historiques (la déchristianisation de la Révolution).

Des permanences

Les différentes formes de lutte contre la laïcisation de l'État et de la société française usent très fréquemment de l'évocation de la peur. On peut s'interroger sur cette récurrence. Peut-être que le motif principal réside en une association évidente : la laïcisation renvoie au combat contre le religieux, et donc à la fois contre ce qui relie et ce qui est considéré comme « bon ». Sur ce point, en observant les différentes figurations de l'agent de laïcisation, le procédé de la diabolisation est le plus utilisé.

Fig. 1, Achille Lemot, « LE COMBES DE L'ACTIVITE DÉVORANTE POUR FAIRE LE MAL », *Le Pèlerin*, 27 juillet 1902.

Au moment de la première « campagne laïque » de Combes¹, le dessinateur conservateur Achille Lemot représente le ministre de l'Intérieur et des Cultes en ogre diabolique doté d'une longue queue. À suivre la légende, il se presse de chasser huit garçons et une fille d'un établissement congréganiste. Il est clair que l'application combiste de la loi des associations² entraîne plusieurs fermetures brutales d'établissements privés³. La géographie de la caricature induit une atteinte plus large à la liberté religieuse, l'ogre sévissant à proximité d'une chapelle de style breton⁴. L'ambition anticléricale est déconsidérée en ce sens qu'elle est inscrite dans le temps court de la politique⁵, en contraste du temps long de la présence paroissiale du catholicisme. L'œuvre combiste apparaît donc réductible à une manœuvre du démon, à combattre par la prière mais aussi par l'engagement politique.

La diabolisation n'est pourtant pas le seul mode de figuration du corps de l'adversaire politique car il peut être aussi animalisé, moqué ou travesti⁶. Les publicistes encouragent en effet les auteurs de caricatures à user du renversement des signes de l'appartenance. Le procédé le plus courant est le travestissement du franc-maçon à qui l'on fait porter la bure du moine pour partir en guerre contre le « cléricisme ».

Des innovations

Deux principales innovations sont observables entre 1870 et la Grande Guerre. La première réside en une plus grande complexité des messages produits (usage de l'implicite, stratification des sens). Cette évolution est encouragée par une hausse lente mais réelle du niveau d'éducation en France métropolitaine, et par une plus grande longévité de la carrière politique des républicains, qu'ils soient gambettistes (Charles de Freycinet, Pierre Waldeck-Rousseau) ou ferrystes (Jules Méline, Eugène Spuller), ce qui encourage une assimilation progressive de leur parcours et des représentations associées à leur évocation.

Fig. 2, Édouard Pépin (Claude Guillaumin), « UNE BELLE PENSÉE DE JULES FERRY », *Le Grelot*, 16 juin 1889.

Lors de la campagne électorale des élections législatives qui font suite à l'acmé de la crise boulangiste, Édouard Pépin animalise en âne l'un des principaux protagonistes de l'enracinement républicain de la IIIe République. À la Chambre des députés le 6 juin 1889, Jules Ferry avait proposé un bilan de la laïcisation scolaire, œuvre qu'il avait inscrite dans une tradition politique libérale. Il avait aussi alarmé ses collègues au sujet de la stratégie de peur des droites confessionnelles, une dynamique protestataire révélée dans les productions de

¹ Émile Combes, *Une Campagne laïque (1902-1903)*, Paris, Simonis Empis, 1904.

² Christian Sorrel, *La République contre les congrégations. Histoire d'une passion française (1899-1904)*, Paris, Cerf, 2003.

³ En exécution du décret de fermeture des établissements du département de la Seine visés par la circulaire du 9 juillet 1902. Cette circulaire ordonnait la fermeture des établissements congréganistes d'enseignement ayant été créés avant la loi des associations et n'ayant pas demandé d'autorisation préalable.

⁴ Cette région a été l'un des principaux foyers de résistance anti-combiste.

⁵ En plus en été, ce que suggère le médaillon du pêcheur.

⁶ Julien Bouchet, « L'adversaire politique en images. Usages du corps dans la France républicaine (1880-1914) », Jean-Claude Caron, Laurent Lamoine et Natividad Planas (dir.), *Entre Traces mémorielles et marques corporelles. Regards sur l'ennemi de l'Antiquité à nos jours*, Clermont, Presses Universitaires Blaise Pascal, 2014, p.223-241.

caricatures : « Si les catholiques, qui jouissent de telles libertés – je devrais dire de tels privilèges – prétendent qu'ils sont persécutés, qu'ils sont les victimes d'une guerre religieuse, ils donnent un démenti à l'éclatante vérité des faits ; ils ne sont pas persécutés, ils sont bien près de devenir persécuteurs. »⁷ Tout en pointant les limites du parlementarisme (discussions sans fin, autocélibration de mandataires du peuple), le dessinateur mêle à dessein trois sujets de la prise de position de l'ancien président du Conseil : la lutte anti-congréganiste, la promotion de l'école laïque et l'extension de la domination coloniale en Indochine. Ce dernier dossier fait déjà partie de la « légende noire » du député des Vosges. Pourtant, l'âne Ferry semble s'enivrer du bilan de la politique des gauches opportunistes, une manière de dénoncer, déjà, le « conservatisme » de l'idée républicaine au seuil des années 1890.

La seconde évolution acte une modernisation des procédés de figurations, ce qui est un signe de progrès typographiques mais aussi d'une plus grande concurrence entre les entreprises de publication et d'impression, sous l'effet du développement des agences de publicité.

Fig. 3, Orens, « La Couronne des DIABLES », 1906, carte postale.

Les dessins de presse sont plus fidèles aux visages des hommes politiques croqués, à l'image de cette carte postale d'Orens qui représente les principaux apôtres de la laïcisation parlementaire (Combes, Briand, Clemenceau, Jaurès⁸). Au moyen d'un « effet de réel », on cherche à déconsidérer l'ambition des radicaux (les sénateurs Combes et Clemenceau) et des socialistes (les députés Briand et Jaurès) responsables de la séparation des Églises et de l'État. À suivre la composition graphique (jeu de contrastes, circularité), ces Pilate du cirque démocratique ne réussissent pourtant pas à atteindre la tête du Christ⁹.

La République anticléricale, voilà l'ennemi !

Les droites confessionnelles ont de moins en moins peur de la République en tant que système politique. Tout en ne permettant pas la constitution d'un véritable parti catholique en France, le pape Léon XIII (1878-1903), par l'exigence d'un ralliement stratégique mais franc à la République, a provoqué une progressive acceptation legaliste au cours des années 1890. Toutefois, certains catholiques craignent encore la démocratie républicaine, sa culture politique (la liberté de la presse spécialement) et ses pratiques (le vote, le débat contradictoire).

Nonobstant cela, les publications confessionnelles ne font plus montre de pastorale de la peur. Du reste, ce n'était pas les armes de l'image mais celles des anathèmes qui étaient utilisées auparavant, notamment dans les *Semaines religieuses*. Tout en acceptant la République parlementaire et libérale, on rejette donc la République anticléricale, en proposant notamment un remploi de symboles connus du lectorat.

Fig. 4, anonyme, « LE RÉGIME DE M. COMBES », La Volonté nationale, 10 août 1902.

La feuille nationaliste de l'arrondissement de Remiremont (Vosges) publie une charge dans laquelle une Marianne révolutionnaire, hommasse en colère, laïcise à bâtons rompus. Suggéré,

⁷ *Journal Officiel, Débats, Chambre des députés*, 9 juin 1889.

⁸ 2^e, 3^e, 4^e et 5^e personnages (de gauche à droite). Pierre Waldeck-Rousseau et Armand Fallières sont en première et dernière position.

⁹ Le reliquaire de la couronne d'épines (celui de Napoléon I^{er}) a été restauré en 1896. L'événement fut exploité par les autorités religieuses du moment. Cette actualité de la figure du Christ « épiné » put être, à son tour, instrumentalisée et détournée par les auteurs de dessins politiques.

le coup de balai est une sorte de legs de la propagande boulangiste puis anti-parlementaire des années 1890. Pour conforter la diffusion du message, on construit un pont entre la Terreur et la République radicale. Au-delà de la contingence protestataire, ce sont bien des caractères structurels de la République qui sont rejetés ici : la violence légale, la poursuite des minorités religieuses et des communautés restreintes, l'inélasticité de la doctrine républicaine.

La peur est érigée en idée politique

En analysant plusieurs théories de philosophie politique et un ensemble de pratiques sociales, Corey Robin a récemment montré que la peur peut être considérée comme une idée politique¹⁰. Même si le politologue américain s'est essentiellement attaché à observer les États-Unis contemporains, son propos révèle plusieurs permanences qui font de la peur un révélateur de logiques de domination¹¹ et un véritable levier de politisation. C. Robin a notamment démontré que la rencontre réitérée entre les craintes de dominés et les peurs produites par des dominants a fait de la peur un véritable catalyseur de pouvoir.

Toucher

La caricature de la République anticléricale, qu'elle soit allégorique (Fig.4) ou plus personnifiée (Fig.1), permet de sur-exprimer l'angoisse populaire mais aussi citoyenne. En évoquant des lieux connus parce qu'ils sont proches voire familiers, en premier lieu l'école congréganiste et l'église paroissiale, l'effet recherché sur les destinataires est décuplé, d'autant plus que les Français sont encore peu exposés à une forte densité d'images. De plus, au moment d'une reconnaissance plus affirmée de l'enfant dans la société (Fig.1), l'insistance sur la jeunesse sacrifiée permet de toucher le lectorat.

On peut remarquer une variété des peurs convoquées dans les charges caricaturales. La peur de la laïcisation est tantôt considérée comme individuelle (la perte de la liberté de conscience ou la crainte de la « mauvaise mort »), tantôt familiale (la perte de la liberté d'éducation), ou bien collective (la crainte des pratiques autoritaristes d'un État « jacobin »). Les caricaturistes cherchent à conforter les peurs et à en produire de nouvelles par le biais du rire d'effroi. Cette stratégie est également utilisée ailleurs en Europe, particulièrement en Espagne où l'on observe des références transnationales¹².

Diffuser pour unir

Si les caricatures permettent de toucher plus facilement une cible d'engagement, elles peuvent être aussi considérées comme des passeurs d'idées politiques¹³. Elles sont en effet un vecteur de diffusion des nouvelles, en particulier l'actualité parlementaire. L'animalisation du député Ferry (Fig.2) permet de renseigner le public sur un discours essentiel prononcé à la Chambre des députés, tout en captant et déformant le message délivré par l'ancien ministre.

¹⁰ Corey Robin, *La Peur. Histoire d'une idée politique*, Paris, Armand Colin, 2006.

¹¹ Julien Bouchet et Sébastien Pivoteau (dir.), *La Domination en question. Des normes et des formes en temps de crise, Siècles*, n°35-36, 2012 : <http://siecles.revues.org/872>.

¹² Pere Gabriel, "Referencias italianas y francesas en el republicanismo español del siglo XIX. Héroe, discursos e iconografías compartidas", in Luis P. Martín (dir.), *Mobilités republicaines en Méditerranée* [actes du colloque de Nice, 27-28 mars 2014], à paraître.

¹³ Julien Bouchet et Côme Simien (dir.), *Les Passeurs d'idées politiques nouvelles « au village », de la Révolution aux années 1930*, Clermont, Presses universitaires Blaise Pascal, 2015.

La caricature peut être un vecteur de diffusion de la rumeur¹⁴. Avec l'aide de comptes rendus critiques, on noircit à volonté les procédés vexateurs de laïcisations dans les hôpitaux, les casernes ou les écoles. Sur ce point, le départ du congréganiste de l'école communale¹⁵ ou la fermeture de l'établissement non autorisé¹⁶ est un sujet commode pour insister sur les violences subies par les « serviteurs du peuple » et leurs soutiens (mise sous scellés des établissements, arrestations de manifestants – dont des « pères de famille »). La généralisation de ces procès à charge laisse à voir un intéressant paradoxe : la description de l'atteinte à la communauté locale est rendue significative par son écho national. La résistance à la laïcisation par les armes de la caricature favorise donc une conscientisation exagérée d'un destin partagé, celui d'une mise à l'écart a-démocratique du corps citoyen¹⁷. La coalition est en ce sens partisane et protestataire. Elle est forte parce qu'elle se fonde sur le rejet de boucs-émissaires, qu'ils soient « nationaux » (Fig.3) ou plus locaux (le président du comité radical de la commune, l'instituteur, le juge de paix).

La République de la discorde

À l'opposé de l'ambition révolutionnaire unanimiste qui fait dorénavant partie du panthéon républicain, la République de la fin du XIXe siècle apparaît être une République de la discorde, ce qui donne lieu à griefs : plusieurs bonapartistes renvoient avec nostalgie à l'unicité du suffrage universel en régime référendaire, les libéraux constatent l'illibéralisme d'État de la République libérale, les catholiques espèrent le retour de la concorde par la coexistence pacifique entre le pouvoir civil et l'autel.

La normalisation de la dissension civile

Cette configuration idéologique et politique de tensions entraîne trois principales mutations de l'idée républicaine. Premièrement, plusieurs dynamiques conservatrices nouvelles apparaissent chez les droites libérales-conservatrices, les républicains modérés mais aussi les radicaux : c'est la naissance de la République de l'ordre que la satire raille avec humour, en transformant notamment l'âne Ferry en sacristain du sanctuaire des années fondatrices. Deuxièmement, l'unité du « parti républicain » est rompue par une moins grande ouverture du camp républicain. L'apparent retour du « Régime des suspects »¹⁸ donne aux dessinateurs matière à dissertation. On pourrait conclure en un creuset de violences politiques et sociales. Ce ne fut pas le cas car, troisièmement, sous l'effet d'une évolution juridique et sociétale réelle, la République conservatrice a cherché à réduire l'impact des violences. On assiste donc à une domestication de la division, à une normalisation de la dissension civile. Dans cette évolution fondamentale, la poétique satirique joue un rôle essentiel car elle est un exutoire des tensions. C'est aussi dans ce contexte qu'il faut lire la législation sur la liberté de la presse qui bénéficie, à partir de l'application de la loi du 29 juillet 1881, d'un régime beaucoup plus avantageux qu'aujourd'hui, même si plusieurs restrictions mettent des bornes à cette liberté dès 1883.

Le paradoxe de la République irréductible

¹⁴ François Ploux, *De Bouche à oreille : naissance et propagation des rumeurs dans la France du XIXe siècle*, Paris, Aubier, 2003.

¹⁵ En application de la loi Goblet de 1886.

¹⁶ En application de la loi Waldeck-Rousseau de 1901.

¹⁷ Julien Bouchet, « Le congréganiste hors la société ? Les dynamiques de laïcisation de la République radicaliste au prisme d'une approche d'anthropologie politique (France, 1902-1906) », *AMNIS. Revue de civilisation contemporaine Europe/Amériques*, n°11, 2012.

¹⁸ Très fréquemment évoqué dans les caricatures et les articles engagés.

La République démocratique semble devenir irréductible : la contestation de sa domination manifeste aux yeux des républicains une déviance idéologique, ce qui engendre des peurs chez leurs opposants. Cette crispation idéologique entraîne une recomposition des cultures politiques radicales et socialistes, et plusieurs contestations, chez les modérés mais aussi chez des anticléricaux. L'analyse de caricatures permet de comprendre l'enjeu car une bonne « charge » est une iconographie qui fait sens pour des partis adverses.

Fig. 5, « LANGE GABRIEL », « LA PIEUVRE DE LOYOLA », *La Calotte*, 30 novembre 1906.

Quelques jours avant l'application effective de la loi de Séparation des Églises et de l'État, *La Calotte*, une jeune revue anticléricale satirique, vient symboliquement porter secours à la République radicale. Si, fin 1906, Marianne est revenue au pouvoir depuis un peu plus de 25 ans, elle semble encore combattre l'ange ensoutané des enfers. Dans une charge en rouge et noir, l'émancipation de la jeunesse est annoncée comme un avènement heureux, celui d'un âge laïc et progressiste, à l'école, certes, mais aussi à la caserne, au prétoire, à l'usine et dans l'empire colonial. Le discours de peur est conforté par l'animalisation d'un ennemi connu par le lectorat du journal. On capte à cette fin la pieuvre (ni hydre de Lerne, ni hugolienne, mais maçonnique¹⁹) qui se travestit en avatar du « parti noir ». La légende du dessin laisse à voir la violence de la plume et du crayon d'une « Belle Époque » de la discorde citoyenne sur le devenir de l'idée républicaine : « Hardi, Marianne, le monstre ne crèvera qu'en lui tranchant toutes ses tentacules ». On peut effectuer une deuxième lecture de cette caricature, ce qui manifeste une peur double. La détermination de Marianne peut susciter la peur, à considérer l'expression de son visage et celle de celui de l'enfant délié des chaînes de l'enseignement congréganiste. Marianne peut donc être aussi pensée comme une métonymie de la crise politique.

Conclusion : une IIIe République de la peur

Au moment de l'enracinement paradoxal de la République parlementaire et démocratique (libérale et illibérale, progressiste et conservatrice, laïque et laïciste), la citoyenneté républicaine a été éprouvée par plusieurs peurs politiques et sociales dont la plupart ont été fabriquées²⁰. Semble alors renaître, certes en mode atténué sous l'effet d'une normalisation de la division, un principe actif de l'idée républicaine de 1793 et 1871 : la peur d'un ennemi intérieur, le dominant laïcisateur. La satire par voie de crayon laisse une empreinte durable sur les représentations et pratiques d'opposition. En cela, les caricatures ne peuvent se réduire à des protubérances de la démocratie moderne. Dans leur critique du pouvoir des gauches, la plupart des droites catholiques usent du pouvoir de la critique pour signifier que la République de Marianne a finalement toujours besoin d'ennemis pour survivre. Les violences de guerre du premier conflit mondial viennent recomposer cet algorithme de la citoyenneté divisée. En cela, la Grande Guerre acte bien l'entrée dans un siècle nouveau, celui de la peur partagée.

Université Blaise Pascal (Centre d'Histoire « Espaces & Cultures »)

¹⁹ Christian Moncelet, « Les “viles” tentaculaires : réquisitions satiriques de la pieuvre », *Ridiculosa : Les Animaux pour le dire*, n°10, 2003, p.43-60.

²⁰ Lisa Bogani, Julien Bouchet, Philippe Bourdin et Jean-Claude Caron (dir.), *La Citoyenneté républicaine à l'épreuve des peurs, de la Révolution à nos jours*, Rennes, P.U.R. (à paraître).

Résumé :

Au moment d'une progressive normalisation de la division civile et politique en France métropolitaine, la poésie satirique fabrique un ennemi, le laïcisateur zélé. Véritable idée politique, la peur devient un principe actif de la politisation et de la mobilisation des droites. Les armes de la caricature permettent de conforter les craintes suscitées par les divisions civiles. Les productions iconographiques ne peuvent donc se réduire à un exutoire des angoisses en régime démocratique.